



Collèges, Lycées, Lycées Professionnels de Seine-Saint-Denis mobilisés...

GRÈVE et MANIFESTATION le JEUDI 3 MAI pour la défense d'un SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION AMBITIEUX !

**MANQUE DE MOYENS, AUTONOMIE, CONCURRENCE,
RÉFORMES RÉGRESSIVES et INÉGALITAIRES DU LYCÉE, DU BAC NATIONAL
ET DE LA VOIE PROFESSIONNELLE...**

NOS ÉLÈVES MÉRITENT MIEUX !

En Seine-Saint-Denis, depuis l'obtention des 3 000 postes supplémentaires en 1998, le nombre d'élèves n'a cessé d'augmenter. Depuis 2007, ce sont ainsi 6 000 élèves de plus qui sont arrivé.e.s dans les collèges du département. En parallèle, le gouvernement a sabré dans les postes, en collège comme en lycée, entre 2007 et 2012, puis n'a ouvert que des postes permettant de maintenir la situation de 2012. Or, la hausse démographique se poursuit ! Les collèges de Seine-Saint-Denis ont encore accueilli 1 200 élèves supplémentaires à la rentrée 2017 et il faudrait ouvrir au minimum 4 lycées dans le département. Le rectorat a refusé de répondre aux revendications des collègues mobilisé.e.s dès la rentrée sur ces questions. De son côté, la Région traîne à mettre en place un plan d'investissement qui permettrait d'accueillir élèves et personnels de lycées dans de bonnes conditions.

À la rentrée 2018, il n'y aura aucun poste de CPE supplémentaire dans le département alors que les collèges de Seine-Saint-Denis accueilleront 2 000 élèves en plus ! Pire, **en Seine-Saint-Denis, l'État choisit de faire des économies sur les élèves les plus fragiles, sur les familles souvent les plus en difficulté :**

LES BEAUX DISCOURS DE MACRON & BLANQUER	« EN MEME TEMPS » DANS LE 93...
Durant sa campagne, le candidat Emmanuel Macron promettait des actes pour aider les personnes en situation de handicap.	➔ ... En ULIS, c'est <u>- 134 H (7,5 ETP)</u>
« Traiter les nouveaux.elles arrivant.e.s en France avec davantage d'humanité »	➔ ... pour les UPE2A et les NSA : <u>- 91 H (5 ETP)</u> Dispositifs les plus touchés !
Pour le ministère de l'éducation nationale : « la lutte contre le décrochage scolaire reste l'une de ses priorités »	➔ ... <u>les ateliers et classes relais voient leurs moyens horaires amputés</u> (jusqu'à - 8 heures dans certains établissements) !

Dans un contexte social qui se durcit, des collèges et des lycées du département ont dû faire face à une recrudescence de faits de violence dans leur enceinte comme à leurs abords. Ces violences trouvent aussi leur origine dans la situation de décrochage et d'échec d'adolescent.e.s que l'école n'est plus en mesure d'accompagner. Nous restons convaincu.e.s que **cette situation alarmante est symptomatique d'un manque de moyens en vie scolaire, d'effectifs trop importants en classe** et de moyens humains pérennes pour de meilleures conditions d'apprentissages pour tous les élèves !

La **réforme du lycée**, qui s'inscrit dans la même logique destructrice que la **réforme du collège**, va **renforcer les inégalités**. En clair, c'est une sanction pour nos élèves :

- ➔ **Une baisse de qualité d'offre de formation** : filières sacrifiées, des enseignements disciplinaires rabetés, des options et des enseignements dédoublés menacés et 7 000 suppressions de postes.
- ➔ **L'autonomie et de la mise en concurrence organisées entre les établissements** : inégalités accrues dans le choix des spécialités, évaluation permanente des élèves et des personnels, diplôme assujéti à la « réputation » du lycée...

Les organisations signataires s'opposent résolument aux projets du gouvernement en matière d'éducation et revendiquent à nouveau un plan de développement de l'éducation en Seine-Saint-Denis répondant aux besoins de nos élèves.

Par conséquent, nous exigeons :

- le retrait de l'ensemble des projets de réforme du baccalauréat et du lycée, le retrait immédiat du projet de transfert de l'orientation professionnelle aux régions, la non fermeture des CIO qui entraînerait une surcharge de travail pour les professeurs principaux et leur maintien sous la responsabilité de l'État ;
- la défense de la voie professionnelle du lycée sous statut scolaire ;
- le retrait de la loi ORE / Vidal, de *Parcoursup* et le maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, garantissant l'accès de tou.te.s les bachelier.e.s sur tout le territoire aux filières post-bac et aux établissements de leur choix ;
- l'ouverture massive de places supplémentaires en premier cycle post-bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'Université ;
- le respect des seuils historiques du 93 (25 élèves par classe en non-classé, 24 en éducation prioritaire, 23 en sensible) en collège comme en lycée, la création de classes d'accueil pour élèves allophones (26h) à hauteur des besoins et le retour des heures supprimées en ULIS, dans les classes et ateliers relais ;
- des créations urgentes de postes de CPE et d'AED ;
- une résorption réelle de la précarité : notre département a besoin d'un **plan de titularisation des personnels précaires**. De plus, nous ne pouvons accepter la suppression des contrats aidés qui sont nombreux dans nos établissements (vie scolaire, secrétariat, agent.es d'entretien et d'accueil, assistant.es - documentalistes...). Nous exigeons dans l'immédiat **le réemploi de tous les collègues en contrats aidés et que tous les emplois en contrat aidé soient transformés en emploi statutaire**.

**Pour un plan de développement de l'éducation en Seine-Saint-Denis !
Pour les moyens dont les collèges et les lycées ont besoin !
Contre les réformes du lycée, du Baccalauréat
et de la sélection à l'entrée à l'université !
Pour le maintien et le développement
de la voie professionnelle du lycée sous statut scolaire !**

À l'appel des organisations syndicales SNES-FSU 93, SNEP-FSU 93, CGT Educ'Action 93, SUD Éducation 93, CNT Éducation 93 :

TOUT.E.S EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION À PARIS LE 3 MAI !

Nous invitons tou.te.s nos collègues à échanger et à se rassembler en assemblée générale dans leur établissement et dans les villes, à lister leurs revendications et à décider la grève le 3 mai, y compris en débattant des suites à donner.

Nous les invitons à soutenir les étudiant.e.s en lutte contre la sélection à l'université et les cheminot.e.s contre la casse de leur statut et la mise en concurrence de la SNCF.

AG DÉPARTEMENTALE INTERSYNDICALE – ÉDUCATION LE 17 MAI !
à la Bourse du travail de Saint-Denis (18h)